

l'éducation, l'emploi – sont bien présents et vont continuer à empoisonner la vie commune, à s'opposer au désir de justice et au besoin de reconnaissance. Le fait d'y répondre ou pas aura évidemment des implications redoutables sur le contrat social et l'avenir de la République. On a pu le mesurer à la lecture des deux projets de lois complémentaires présentés au Parlement, l'un visant à instaurer une « sécurité globale », l'autre à conforter des « principes républicains ». Le premier vise à protéger la police des conséquences d'actes racistes perpétrés sur des jeunes « d'origine », sur les manifestants écologistes, syndicalistes. Le second entreprend un véritable contrôle social englobant associations, syndicats, églises...

Cette accélération souligne l'urgence à éclaircir les débats autour du racisme, à analyser leurs relations aux enjeux d'une démocratie pleine et entière, à les traduire en termes de conquête de droits.

Pendant la campagne électorale comme après, beaucoup va se jouer dans la capacité des défenseurs des droits, des organisations qui contestent les injustices économiques et sociales à « faire politique » d'aspirations parfois méconnues, renvoyées à la marge ou... à plus tard alors que demain a déjà commencé.

VENEZ EN DÉBATTRE AVEC NOUS !

La LDH a quelques idées sur ces questions, elle aide en de nombreux lieux à les mettre en œuvre. Partout ses militantes et militants sont disposés à en débattre avec vous. Rencontrons-nous pour cela.

ÉLECTIONS 2022

RACISME



Le dernier quinquennat a exacerbé certains travers de notre système, porté des atteintes graves à nos libertés fondamentales tandis que, dans le même temps, des pans entiers de la population, notamment les plus jeunes, ont été fragilisés.

Si, pendant la pandémie, les politiques publiques ont permis de soutenir les secteurs les plus en difficulté, les personnels sanitaires et les premiers de « corvée » se sont retrouvés en première ligne, sans pour autant en recueillir une vraie reconnaissance.

Un tel contexte confirme que les campagnes électorales nationales sont un moment opportun pour interroger l'état de notre société et de notre République, pour débattre de l'avenir.

Un système institutionnel de moins en moins démocratique

Durant ce quinquennat, la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul s'est accélérée. La pandémie a été prétexte à un renforcement de fonctionnements autoritaires et infantilisants pour l'ensemble de la population.

Avec de nouvelles instances, comme le « Conseil de défense » aux délibérations secrètes, les institutions démocratiques ont été contournées et le Parlement a été totalement marginalisé dans son rôle de législateur.

Quant aux contre-pouvoirs, éléments décisifs contre l'autoritarisme et le pouvoir personnel, ils ont vu leurs avis balayés d'un revers de main. Aujourd'hui, nos institutions sont plus que jamais déstabilisées et il est temps de redonner souffle au fonctionnement démocratique du pays.

Un Etat de droit mis à mal par des états d'exception

L'état d'urgence sanitaire a été indéfiniment prolongé, après un état d'urgence sécuritaire lui-même plusieurs fois reconduit. Les dispositions d'exception sont de fait et de droit devenues la norme. Le gouvernement et les préfets ont tout pouvoir, dénaturant toujours un peu plus l'Etat de droit.

En matière de libertés, ce quinquennat a été marqué par une répression catastrophique du mouvement des « gilets jaunes ».

La loi relative à la sécurité globale a permis une extension des compétences de la Police nationale

aux polices municipales, ouvert la voie à une surveillance généralisée de l'espace public, limité la diffusion d'images captées lors des manifestations, portant ainsi atteinte à la liberté de la presse.

Des comportements policiers très éloignés des principes républicains continuent d'être tolérés, voire soutenus au plus haut niveau de la hiérarchie.

Une société rongée par les inégalités

Au cours de ce quinquennat, les inégalités se sont encore creusées, la précarité s'est aggravée et la paupérisation s'est accrue.

Toujours plus nombreux sont celles et ceux qui survivent grâce aux associations caritatives, qui dorment dehors ou n'ont pas de logement décent. Au moment où la cherté de la vie quotidienne explose, les retraites, les minima sociaux et le smic sont à peine revalorisés. Une nouvelle réforme de l'assurance chômage se met en place avec l'objectif de diminuer les droits de plus d'un million de demandeurs d'emploi, les renvoyant au désespoir, à l'angoisse et à la colère.

Dans le même temps, les discours de haine, de racisme et d'exclusion se banalisent et les actes racistes et antisémites se font plus violents ; les discriminations perdurent, l'accueil des exilés dépend non plus du droit mais d'une vision politique différente selon le pays d'où l'on vient. Autant d'éléments qui témoignent de la diffusion des idéologies d'extrême droite.

Les campagnes présidentielles et législatives : des temps de débat collectif pour construire notre société de demain

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) appelle les citoyennes et les citoyens, toutes les forces vives de notre pays à se saisir du temps de la campagne électorale pour dire leur mot, contribuer à élaborer des réponses aux questions qui nous sont collectivement posées. Elle les appelle à inventer, ensemble, les bases d'un changement favorable à la justice sociale, facteur d'espoir et de confiance dans le présent comme dans l'avenir. Il s'agit bien d'une étape dont l'enjeu est la construction, ensemble, d'une société solidaire, égale et fraternelle, assurant à toutes et à tous l'ensemble des droits qui sont au cœur de l'idéal républicain.

Aux antipodes des droits de l'Homme, des valeurs portées par la devise républicaine et de ce qui fonde l'humanité comme une unité diverse, le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie sévissent toujours. Alors que la France a signé en 1971 la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, des personnes continuent d'être discriminées en raison de leur origine réelle ou supposée, leur religion ou leur couleur de peau.

COMMENT EXPLIQUER LA PERMANENCE DU RACISME, DE L'ANTISÉMITISME ET DES PRÉJUGÉS ?

Les préjugés qui caractérisent le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie viennent de loin. Ils ont en commun de construire une vision du monde binaire. Au-delà des différentes cibles qu'il désigne à la vindicte publique comme responsables des maux de la société, le message du racisme est toujours le même : il vise à légitimer une inégalité de principe entre un « nous » – toujours largement fantasmé – et un « eux » pétri de haine, de mépris et surtout, de domination. Certains peuvent être tentés de considérer qu'ils font « naturellement » partie du fameux « nous » ; en fait, la mécanique d'exclusion est une machine à éliminer, toujours et encore plus, le nombre de celles et ceux qui sont légitimes à bénéficier de droits. Après les étrangers, ce sont les « français de papier » puis les français « séparatistes » – ou encore « enjuivés » pour les antisémites – qui deviennent suspects.

Si les préjugés demeurent leurs formes, elles, changent. Elles s'adaptent, se diversifient, en fonction des événements, des crises, des peurs. La pandémie a vu surgir des « manifestation anti asiatiques » ; les politiques sanitaires ont vu l'émergence de manifestations d'un antisémitisme

drapé dans de pseudo-interrogations complotistes. A quoi s'ajoute le fait que, depuis plusieurs décennies, une partie – hélas, de plus en plus importante – de la sphère politique exploite sans vergogne peurs et fantasmes démographiques et sécuritaires.

FAUT-IL DÉVELOPPER DES POLITIQUES PUBLIQUES FACE AU RACISME ET LESQUELLES ?

La France connaît une situation paradoxale ; comme beaucoup d'autres pays elle a vu se multiplier des attentats, des crimes, des agressions à caractère raciste, antisémite, islamophobe. Ces manifestations exacerbées de violence se déploient alors même que, comme le souligne année après année, la tolérance à l'autre est profonde et qu'elle a tendance à s'approfondir, malgré les campagnes haineuses qu'on voit de déployer.

Face à cette situation et pour combattre les préjugés, il y a un besoin urgent de mesures immédiates et efficaces, notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information. C'est particulièrement criant s'agissant des domaines régaliens où la combinaison entre une absence de moyens et de volonté politique, tant pour la police ou que pour la justice, conduit à s'accommoder des propos et actes racistes. Cette situation contribue à ce qu'un nombre énorme de victimes ne déclarent pas les faits racistes dont elles ont été la cible. Cette non déclaration doit autant à la crainte qu'à l'ignorance des droits qui font loi en la matière. Elle donne la mesure du travail de conviction et d'information à mener.

Face à des expressions de haine virulentes, qui circulent notamment sur Internet, il y a urgence à promouvoir des politiques offensives contre le racisme et les

discriminations, en y associant celles et ceux dont les droits sont bafoués. Au lieu de quoi, le gouvernement a multiplié les déclarations et les campagnes d'information sur les « valeurs de la République », « l'islamo gauchisme », le « séparatisme » ciblant une religion, l'islam, stigmatisant ses pratiquants, amalgamés, au mieux à un « problème » au pire, au terrorisme.

Cette posture politique exprime et encourage un processus qui aboutit à incriminer non pas les racistes mais les organisations antiracistes. Ainsi, la simple affirmation d'un refus du racisme peut être présentée comme suspecte. C'est parce qu'ils portaient un T-shirt « non au racisme » que de jeunes militants ont été tabassés lors d'un meeting électoral et ensuite, présentés comme « provocateurs » par nombre de médias. Le racisme est donc devenu, non plus un objet de condamnation, mais un enjeu politique central autour duquel s'affrontent des visions différentes de la République, de l'égalité des droits.

QUELLES MOBILISATIONS ANTI RACISTES ?

Depuis des décennies, les pouvoirs publics multiplient – « en même temps » – les mesures les plus coercitives contre les migrants, alimentant par là-même les divers fantasmes d'un « grand remplacement » ; qui légitiment la notion « d'insécurité culturelle » également empruntée à l'extrême droite ; pratiquent à grande échelle les amalgames les plus extravagants à l'égard des musulmans de notre pays tout en s'acoquinant avec les royaumes les plus notoirement exportateurs de mouvements fondamentalistes...

Cette mutation des termes du débat public sur la façon de mener le combat anti raciste s'articule à des stratégies médiatiques, de grands médias n'hésitant pas – ou plus – à favoriser la diffusion d'idées racistes et antisémites sur les chaînes d'informations et

à des calculs électoraux qui alimentent – et légitiment – le pire, dans le déni haineux de toute réalité, toute donnée scientifique, toute étude sociologique. L'arrivée au pouvoir dans de nombreux pays de dirigeants assumant pleinement une xénophobie et un racisme décomplexés ; les soubresauts en France d'un passé colonial qui ne passe pas, prolongent ces ruptures majeures au plan politique alors même que les forces de humanistes et de progrès semblent incapables d'inverser la donne.

Force est de constater en effet que cette offensive idéologique ne rencontre pas la riposte politique qu'elle mérite alors même qu'elle vise au cœur du pacte républicain. On voit donc émerger des mobilisations qui portent l'idée que l'égalité et l'universalité des droits n'ont de sens que corrélées à une reconnaissance pleine et entière des identités concernées. Cette approche s'opère sur fond de rupture généralisée avec les fondamentaux politiques issus de la victoire sur le nazisme. Déstructuration des systèmes étatiques de solidarité, fragmentation sociale, militarisation des rapports internationaux, centralité de la lutte antiterroriste en sont quelques-unes des caractéristiques actuelles.

L'enjeu est donc de souligner le caractère systémique des agressions racistes, individuelles ou politiques. Elles sont illustratives d'un destin collectif, soumis sur fond de xénophobie ambiante, à une réception allant de l'indifférence à la franche hostilité de la part des services publics de la police et de la justice. Il s'agit bien de mettre en valeur, au-delà de situations individuelles, les liens entre racisme et discriminations, la plupart du temps cumulatives, qui sont autant de manifestations d'un déni de la devise républicaine.

LES ENJEUX D'UNE RIPOSTE POLITIQUE

Les problèmes posés – actes de racisme, discriminations dans le logement,